Points Conjoncture
de la Polynésie française
N° 1533

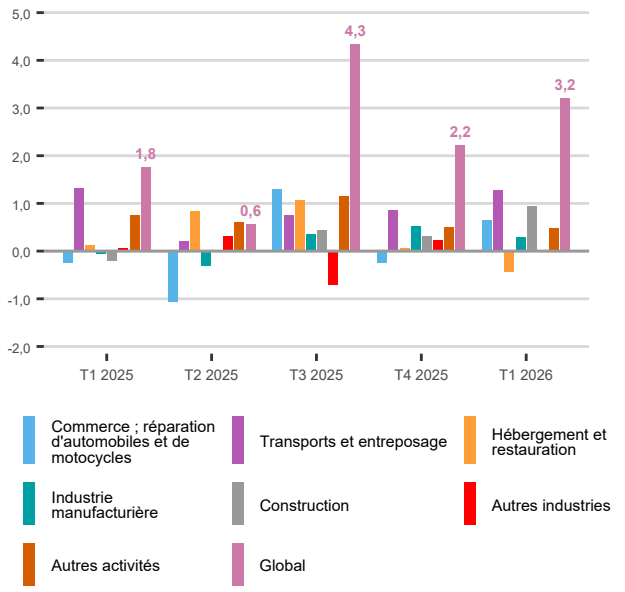
Te Avei'a - T1-2026 - Les entreprises non touristiques portent la croissance au premier trimestre

Au premier trimestre 2026, l'économie polynésienne continue de progresser par rapport au premier trimestre 2025. Avec le repli de la fréquentation touristique, la hausse du chiffre d'affaires global s'explique principalement par les entreprises orientées vers la demande intérieure. Bien que l'inflation recule et que le marché du travail soit dynamique, la consommation des ménages ralentit. À l'inverse, les investissements des entreprises et des particuliers progressent.

L'économie polynésienne portée par la demande interne

Au premier trimestre 2026, le chiffre d'affaires des entreprises polynésiennes (mesurée hors banques et assurances) progresse de 3,2 % par rapport au premier trimestre 2025. Malgré une baisse de la fréquentation touristique de 6,4 % sur un an, le chiffre d'affaires des entreprises caractéristiques du tourisme progresse de 1,7 %, avec la bonne tenue du transport aérien (+ 5,5 %) qui compense la baisse dans l'hôtellerie (- 10,0 %). Ce décrochage s'explique par le recul de 4,9 % du nombre de touristes en hébergement terrestre marchand, notamment les effectifs originaires d'Amérique du Nord (- 13,9 %) qui sont les plus dépensiers sur ce type de tourisme.

Fig. 1. Évolution trimestrielle en glissement annuel du chiffre d'affaires au T1 2026 et contributions par secteur



Source : DICP, ISPF

Ce léger regain d'activité dans les entreprises touristiques contribue ainsi pour + 0,3 point au résultat trimestriel, alors que la progression de 3,5 % du chiffre d'affaires des entreprises non touristiques y contribue pour + 2,9 points.

La demande interne explique donc la croissance du chiffre d'affaires au premier trimestre 2026 en glissement annuel, mais cette dernière est contrastée selon les secteurs. La bonne tenue du chiffre d'affaires au global est essentiellement tirée par les résultats dans la construction (+ 15,5 % par rapport au même trimestre 2025), dans le transport et l'entreposage (+ 10,0 %) et dans le secteur du commerce (+ 1,3 %). Les travaux engagés dans le cadre des Jeux du Pacifique, conjugués à la demande soutenue des ménages en construction, peuvent en partie expliquer la croissance du chiffre d'affaires dans les constructions de bâtiment et le génie civil, qui portent l'essentiel de la croissance dans la construction.

Le chiffre d'affaires dans le commerce progresse de 1,3 % par rapport au premier trimestre 2025 et explique près de 50 % du chiffre d'affaires des entreprises polynésiennes. Dans le détail, le chiffre d'affaires dans le commerce de gros progresse de 2,5 % sur un an, alors qu'il progresse légèrement dans le commerce de détail (+ 0,6 %) et reste stable dans le secteur automobile. Ce résultat traduit une consommation des ménages qui reste élevée au premier trimestre 2026, mais qui contribue très peu à la croissance de l'économie sur cette même période.

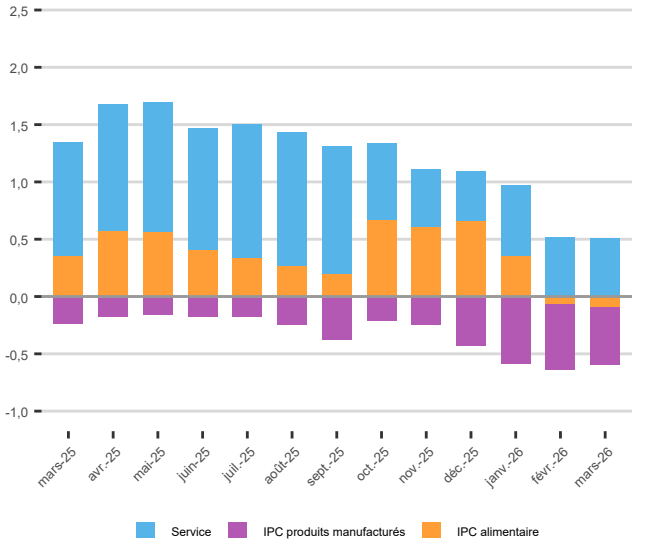
La hausse du chiffre d'affaires global dans le commerce contribue pour + 0,6 point au résultat du trimestre, celle dans le secteur de l'entreposage (+ 23,1 % sur un an) qui s'explique par la hausse des importations totales en valeur (+ 2,0 %) comme en volume (+ 1,3 %) ce trimestre en glissement annuel y contribue pour 1,1 point.

Même si elle n'augmente plus, la consommation des ménages a profité d'une inflation qui reflue (+ 0,1 % en moyenne trimestrielle sur un an) et d'un marché du travail en progression par rapport au premier trimestre 2025 (+ 2,4 % d'emplois salariés) mais qui est stable depuis le début de l'année 2026 (+ 0,7 %).

Le rythme d'inflation en glissement annuel recule

Entre mars 2025 et mars 2026, l'indice des prix à la consommation a baissé légèrement de 0,2 %, mais les évolutions sont contrastées selon les différents postes de consommation. Si le prix des carburants est stable, malgré la forte hausse du prix du baril de pétrole en mars, celui des transports baissent de 3,1 %, tandis que celui de l'alimentaire diminue légèrement de 0,4 % et que celui des services augmentent de 1,4 %. En moyenne trimestrielle, le ralentissement de l'inflation concerne la quasi-totalité des postes de consommation des ménages polynésiens, mais les prix des services sont orientés à la hausse (+ 1,5 % en moyenne trimestrielle par rapport au premier trimestre 2025) alors que ceux de l'alimentaire sont stables (+ 0,2 %) et ceux des produits manufacturés reculent.

Fig. 2. Contribution par poste de dépense à l 'inflation annuelle



Source : ISPF

La baisse des effectifs en hébergement terrestre marchand se confirme

Alors que la fréquentation touristique a atteint des records sur l'ensemble de l'année 2025, les niveaux de fréquentation sur les trois premiers mois de 2026 sont en retrait de 6,4 % par rapport au premier trimestre 2025, avec 50 900 touristes accueillis. La baisse conjointe sur les segments flottants (- 12,2 %) et terrestres marchands (- 4,9 %) explique ce résultat. Cette baisse se retrouve dans les ventes de l'hôtellerie internationale (- 15,2 %) pénalisées par le recul des ventes vers le marché nord-américain qui contribue pour - 3,7 points aux résultats des hôtels au premier trimestre 2026.

Les flux originaires d'Amérique du Nord restent malgré cette contraction le marché majoritaire et représentent 50 % des touristes en hébergement terrestre marchand accueillis au cours des trois premiers mois de 2026. Deuxième contingent touristique en hébergement terrestre marchand avec 21 % des effectifs, le marché hexagonal recule de 4,8 % sur un an. La clientèle européenne terrestre marchande est dynamique (+ 27,2 %), tout comme celle du Pacifique (+ 4,9 %). La clientèle asiatique reste stable avec 2 300 touristes sur le premier trimestre.

Les exportations de produits perliers sont en baisse et les autres exportations locales restent stables

Au premier trimestre 2026, la recette des exportations des produits locaux s'élève à 2,0 milliards de F.CFP, soit 44,5 % de moins qu'au premier trimestre 2025 et 51,3 % de moins que le trimestre précédent du fait de la baisse des exportations de perles de culture brutes. En effet, les exportations de perles de culture brutes sont inférieures de 64,8 % en valeur et de 63,7 % en volume par rapport au premier trimestre 2025. Le prix au gramme de perles de culture brutes recule de 3,1 %, pour s'établir à 704 F.CFP.

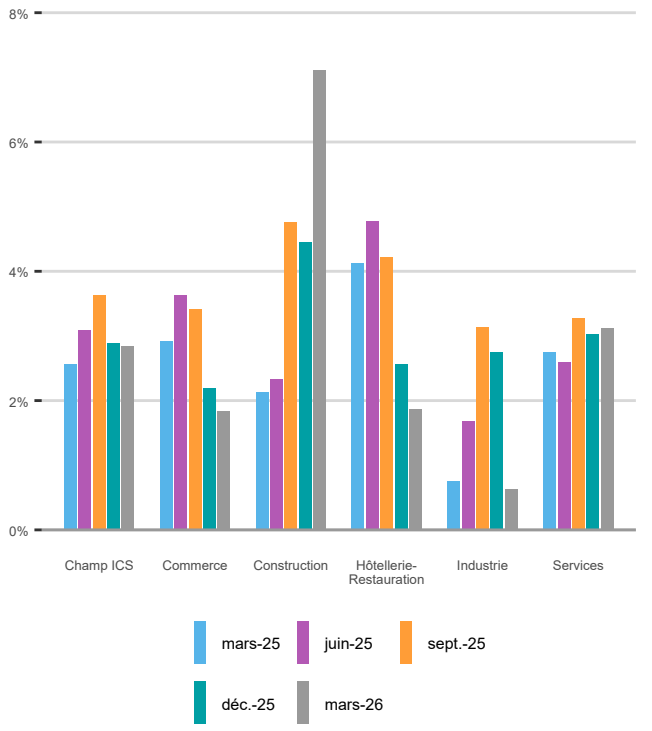
À l'inverse, les exportations de poissons et des autres produits non agricoles se redressent en valeur comme volume. Les exportations de poissons (+ 7,9 % en valeur et + 24,6 % en volume) sont essentiellement expédiées vers les États-Unis, qui achètent principalement du thon frais ou réfrigéré. Leur évolution en valeur contribue pour 0,8 point à l'évolution totale.

Les exportations de vanille diminuent de 11,1 % en valeur et de 21,1 % en volume. Son prix au kilogramme s'élève à 60 400 F.CFP, soit une hausse de 12,8 % par rapport au premier trimestre 2025.

La dynamique du marché du travail reste positive

Le marché du travail reste bien orienté au cours du premier trimestre 2026. Ainsi, la moyenne trimestrielle des effectifs salariés, déclarés à la Caisse de prévoyance sociale, augmente de 2,4 % sur un an et celle des effectifs en équivalent temps plein (ETP) de 2,8 % sur un an, pour totaliser 76 100 salariés et 66 800 salariés en ETP en moyenne ce premier trimestre 2026, soit 1 800 salariés et 1 850 salariés en ETP de plus qu'au premier trimestre 2025.

Fig. 3. Évolution de l'emploi marchand CVS



Source : CPS, ISPF

Cette hausse des emplois salariés, qui est continue depuis cinq ans, se maintient comme en témoigne l'indice de l'emploi salarié marchand qui progresse de 2,8 % entre mars 2025 et mars 2026, contre + 2,9 % à fin septembre et + 3,6 % à fin décembre 2025 en glissement annuel. Les employeurs dans l'hébergement-restauration continuent d'embaucher et l'indice corrigé des variations saisonnières (CVS) croît de 1,8 % entre mars 2025 et mars 2026. Dans le secteur de la construction, la hausse de l'indice CVS est plus dynamique sur un an (+ 7,1 %), mais se stabilise en mars 2026 (- 0,1 % sur un mois). Ce secteur explique plus de la moitié des créations d'emplois sur ce premier trimestre.

Les emplois dans le commerce se redressent légèrement (+ 1,8 % en glissement annuel à fin mars et + 0,6 % depuis le début de l'année). Au global, avec les hausses conjuguées du nombre d'heures travaillées par rapport au premier trimestre 2025 (+ 2,8 % en moyenne annuelle) et du salaire moyen (+ 1,0 %), la masse salariale distribuée continue de progresser (+ 3,9 %) pour atteindre 73,1 milliards de F.CFP au premier trimestre 2026.

La consommation des ménages résiste en ce début d'année 2026

Alors que les importations de produits des industries agroalimentaires (- 6,7 % en volume et - 4,5 % en valeur) et de biens de consommation (- 2,0 % en volume et + 2,8 % en valeur) reculent en glissement annuel sur le premier trimestre de 2026, le chiffre d'affaires du secteur du commerce de détails progresse légèrement. Dans ce contexte, la consommation des ménages, principal moteur de la croissance du PIB, ralentit mais résiste en ce début d'année. La forte baisse des importations en volume des biens des industries agroalimentaires sur ce premier trimestre (la plus faible depuis 2018) ainsi que la contraction des volumes des biens de consommation laissent présager un ralentissement de la consommation anticipé par le commerce.

Les possibles modifications dans les comportements de consommation, comme les arbitrages entre biens et services, biens durables et non durables, achats nécessaires et consommation de loisir, peuvent aussi contribuer à ce résultat. Les importations de carburants (essence et gazole) augmentent de 38,2 % en volume dans le sillage du début du conflit au Moyen-Orient, caractérisé par une volatilité des cours accrue et un risque de pénuries lié aux difficultés de transport de ces produits. Les importations de voitures semblent également suivre les arbitrages des consommateurs avec des importations en hausse sur le premier trimestre 2026, en valeur comme en volume. Au global, les importations à l'attention des ménages (hors énergie) diminuent de 5,2 % en volume et de 0,5 % en valeur en glissement annuel sur le premier trimestre 2026.

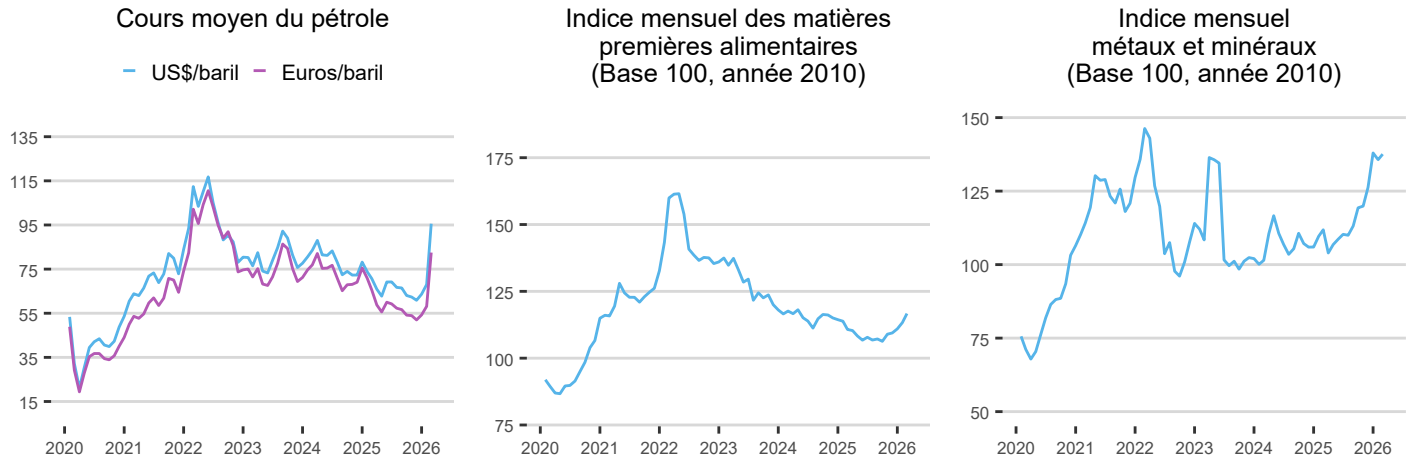
Les crédits à l'habitat sont en forte hausse et les investissements des entreprises restent soutenus

Avec un coût moyen du crédit qui a diminué de 17 % sur un an pour les particuliers (2,86 % contre 3,45 %), le montant des crédits à l'habitat des ménages est en forte hausse (+ 27 % par rapport au premier trimestre 2025) pour s'établir à 8,6 milliards de F.CFP. Pour les entreprises, le montant des crédits immobiliers et à l'équipement progresse respectivement de 218 % et 85 % par rapport au premier trimestre 2025.

Ainsi, les importations en biens d'équipement augmentent en valeur (+ 7,3 % en glissement sur un an), portées par la hausse des crédits à l'équipement octroyés aux entreprises. À l'inverse, les importations de biens intermédiaires sont en retrait de - 4,8 % en valeur et de - 32,4 % en volume. La baisse des importations de ciments ce trimestre (- 88,8 % en volume) contribue pour - 31,1 points à la variation du trimestre.

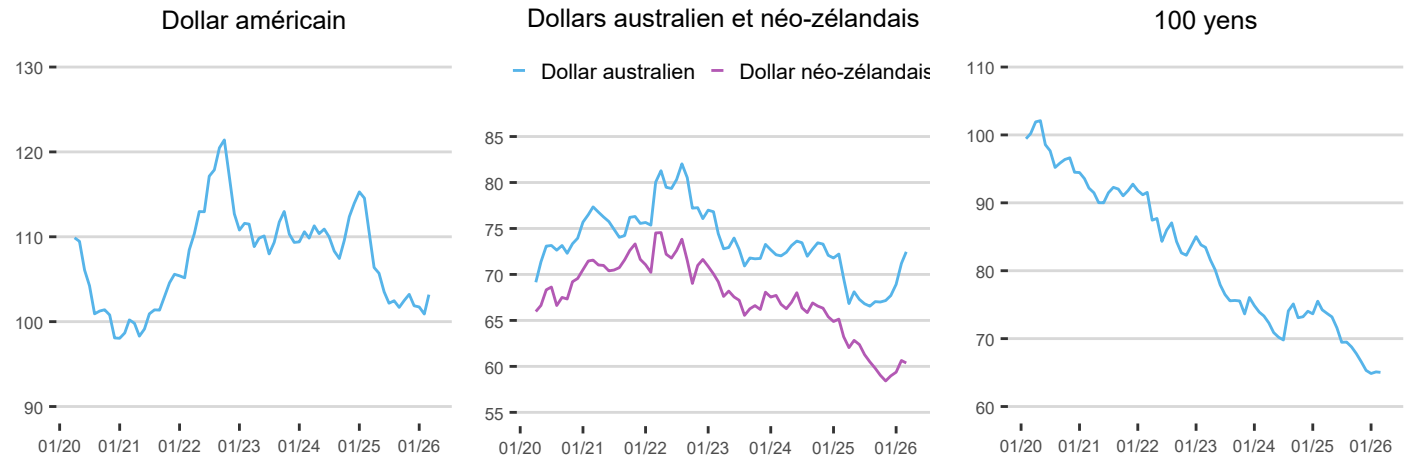
Au global, la valeur des importations à destination des entreprises est en hausse de 0,8 % par rapport au premier trimestre 2025.

Fig. 4. Industrie



Source : Banque Mondiale

Fig. 5. Taux de change



Source : Banque de Polynésie

Fig. 6. Indice boursier



Source : Les Echos Investir

Table 1. Tableau de bord

ENTREPRISES							
Démographie des entreprises (ICS)	**mars-25**	**juin-25**	**septembre-25**	**décembre-25**	**mars-26**	***T / T-1***	***T / T-4***
Créations	979	961	951	899	875	-2,6%	-10,6%
Radiations	773	800	749	712	784	10,2%	1,5%
Stock	39 120	39 551	39 973	40 361	40 658	0,7%	3,9%
Nbr assujetties à la TVA	7 151	7 097	7 012	nc	nc	nc	nc

Unité : nombre, Création trimestre — Sources : ISPF, DICP

nc : non communiqué

Production	**mars-25**	**juin-25**	**septembre-25**	**décembre-25**	**mars-26**	***T / T-1***	***T / T-4***
Importations de Biens d'équipement	51 082	52 882	56 121	51 844	52 604	1,5%	3,0%
Importations de Biens intermédiaires	52 777	51 362	51 547	51 614	51 028	-1,1%	-3,3%
Chambres offertes (Hotels Internationaux)	927 024	946 457	961 936	973 555	949 470	-2,5%	2,4%

Unités : millions de F.CFP, milliers de KwH, nombre, cumul sur 12 mois — Sources : ISPF, Direction des douanes, EDT

Résultats	**mars-25**	**juin-25**	**septembre-25**	**décembre-25**	**mars-26 ***	***T / T-1***	***T / T-4***
Chiffre d'affaires des entreprises*	1 205 924	1 207 394	1 219 697	1 224 774	1 233 502	0,7%	2,3%
Exportations locales	12 713	13 277	12 868	13 320	11 714	-12,1%	-7,9%
Perles de culture brute	7 791	8 648	8 354	8 082	6 451	-20,2%	-17,2%
Poissons	2 128	1 768	1 573	1 573	1 601	1,8%	-24,8%
Nuitées touristiques	4 336 016	4 456 141	4 642 217	4 650 744	4 587 994	-1,3%	5,8%
Nombre de touristes	262 089	270 445	281 369	281 227	277 720	-1,2%	6,0%
Passagers débarqués à Faa'a	383 524	394 226	404 216	401 063	-	-8,2%	-4,0%

Unités : millions de F.CFP, nombre, cumul sur 12 mois — Sources : Direction des douanes, ISPF, DICP, ADT

* (estimation)

Emploi	**mars-25**	**juin-25**	**septembre-25**	**décembre-25**	**mars-26**	***T / T-1***	***T / T-4***
Nombre de salariés déclarés	74 299	74 659	75 228	75 736	76 149	0,5%	2,5%
Nombre de salariés en Equivalent Temps Plein	65 087	65 472	66 000	66 481	66 907	0,6%	2,8%
Demandes Emploi non satisfaites en Fin de Mois (DEFM)	9 964	9 898	9 616	nc	nc	nc	nc
Offres d'emploi normal	6 183	6 193	6 242	nc	nc	nc	nc

Unités : nombre, cumul/moyenne des 12 derniers mois — Sources : ISPF, CPS, SEFI

nc : non communiqué

MENAGES							
Revenu	**mars-25**	**juin-25**	**septembre-25**	**décembre-25**	**mars-26**	***T / T-1***	***T / T-4***
Salaire Moyen en équivalent temps plein	359 090	360 261	361 468	363 206	363 771	0,2%	1,3%
Masse salariale	70 133	70 771	71 558	72 460	73 035	0,8%	4,1%

Unités : F.CFP, millions de F.CFP, moyenne des 12 derniers mois — Sources : ISPF, CPS

Consommation	**mars-25**	**juin-25**	**septembre-25**	**décembre-25**	**mars-26 ***	***T / T-1***	***T / T-4***
Importations de Produits alimentaires sur 12 mois	59 899	60 087	62 091	62 337	61 715	-1,0%	3,0%
Importations de Biens de consommation sur 12 mois	37 199	36 854	37 338	36 773	37 008	0,6%	-0,5%
Chiffre d'affaires Commerce détail sur 12 mois*	245 378	245 708	247 153	246 640	246 984	0,1%	0,7%
Indice des prix trimestriel moyen	112,35	112,56	112,39	112,34	112,46	0,1%	0,1%
Importations de Produits énergétiques sur 12 mois	32 728	31 326	25 022	24 702	25 854	4,7%	-21,0%
Importations de Produits de l'industrie automobile sur 12 mois	20 957	20 068	20 295	20 001	20 244	1,2%	-3,4%
Nombre d'Immatriculations (VP) sur 12 mois	5 386	5 446	5 314	4 604	nc	nc	nc

Unités : millions de F.CFP, indice base 100 2007, milliers de KwH, nombre — Sources : Direction des douanes, ISPF, DICP, DTT

cumul/moyenne des 12 derniers mois

* (estimation)

nc : non communiqué

Méthodologie

Indice emploi salarié marchand : cet indice est réalisé mensuellement et calculé à partir de l'exploitation avancée des déclarations de main-d'œuvre à la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS). Ces déclarations sont obligatoires pour tous les salariés dépendant du régime général des salariés. Ces indices (base 100 en janvier 2000) permettent de calculer et de comparer facilement les évolutions entre deux périodes données.

Les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce, de l'hôtellerie-restauration et des autres services constituent une estimation de l'emploi salarié marchand. L'emploi salarié de ces secteurs représente 90 % du secteur marchand et deux tiers de l'emploi salarié total déclaré.

Les secteurs de l'agriculture, les administrations, l'éducation, la santé et l'action sociale, les services collectifs, sociaux et personnels et les activités domestiques sont exclus des estimations du fait de leurs structures particulières (prédominance de très petites entreprises ou d'administrations importantes) et de leurs régimes spécifiques de déclaration (retards tolérés ou déclarations trimestrielles).

Pour les trois derniers mois et en cas d'absence de déclaration de l'employeur, ces déclarations manquantes sont estimées à partir de l'évolution moyenne de l'emploi salarié des établissements déclarant à la CPS deux mois d'affilée suivant les tailles et secteurs d'activité. Ces séries sont ensuite corrigées par variations saisonnières.

Correction des variations saisonnières (CVS) : l'évolution d'une série statistique se décompose en trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et une composante irrégulière. La correction des variations saisonnières est une technique utilisée pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales (tendance et composante irrégulière).

Tableau de bord : les données sont calculées en moyenne mobile ou glissante sur douze mois, ce qui permet de lisser une série de valeurs exprimées en fonction du temps (série chronologique) en éliminant les fluctuations les moins significatives et de lisser le phénomène étudié en noyant les valeurs extrêmes dans une masse de données davantage représentative d'une tendance moyenne. Cette moyenne est également dite mobile parce qu'elle est recalculée de façon perpétuelle, dès lors qu'une nouvelle donnée intègre la série en venant remplacer la plus ancienne, modifiant ainsi la date de référence.

Sources

Chaque trimestre, la publication « Points Conjoncture Te Avei'a » fait la synthèse de la conjoncture locale, reprenant l'évolution de l'ensemble des indicateurs de conjoncture économique et sociale. Ces indicateurs sont issus des enquêtes de l'ISPF, mais aussi de nombreux organismes qui collectent des informations chiffrées dans leurs domaines de compétence.

Définitions

Caisse de prévoyance sociale (CPS) : gère l'ensemble des déclarations de main-d'œuvre du régime général des salariés à partir desquelles les statistiques de l'emploi salarié sont réalisées.
Direction régionale des douanes de Polynésie française : reçoit l'ensemble des déclarations de marchandises entrant ou sortant du territoire. Ces données sont traitées par l'ISPF pour en tirer des indicateurs d'échanges de marchandises avec les autres pays et analyser les flux en importations comme en exportations.
Direction des impôts et des contributions publiques (DICP) : traite les déclarations TVA à partir desquelles l'ISPF mesure l'évolution des chiffres d'affaires des entreprises par secteur d'activité.
Direction des transports terrestres (DTT) : gère les immatriculations des véhicules et fournit les statistiques à l'ISPF.
Électricité de Tahiti (EDT) : principal opérateur pour la fourniture d'énergie électrique en Polynésie française, il transmet les statistiques de production et consommation d'électricité à l'ISPF.
Port autonome de Papeete : cet établissement public à caractère industriel et commercial gère la zone portuaire. Il identifie les navires faisant escale en Polynésie française et dénombre leurs passagers et membres d'équipage.
Service de l'emploi : réceptionne les demandes et offres d'emploi qui permettent de réaliser le suivi statistique du marché du travail.
Synthèse économique : Les indicateurs permettant de suivre l'évolution de la conjoncture internationale sont extraits des sources suivantes : Banque de Polynésie, site du journal « les Échos » sur les places boursières (bourse.lesechos.fr), instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, Banque mondiale, OCDE et Eurostat.

Télécharger les données

Toutes les données et les données complémentaires

Editeur	Institut de la statistique de Polynésie française
Collection	Points Conjoncture
Numéro	1533
Auteur de la publication	Teva BELLI
Rédactrice en chef	Nadine RESNAY
Directeur de la publication	Hugues HORATIUS-CLOVIS
Dépot légal	Juillet 2026
Informations	Immeuble Uupa - 1er étage 15 rue Edouard Ahnne BP 395 - 98713 Papeete Tahiti Polynésie française
Téléphone	+689 40 47 34 34
Courriel	ispf@ispf.pf
Copyright	© ISPF, Papeete 2026 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée
ISSN	2118-478X